



FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT 17: MERCREDI 16 OCTOBRE 2013

Les délégués à l'OSASTT 17 se sont réunis en plénière tout au long de la journée pour entendre un rapport sur la session informelle de mardi soir et pour amorcer des discussions de groupe, suivi par des déclarations sur: le But stratégique D sur le renforcement des avantages pour tous de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes, et sur la restauration des écosystèmes; les questions nouvelles et émergentes; la préparation de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-4); et la contribution de la CDB au processus intersessions de l'IPBES. Deux groupes des Amis du Président se sont réunis dans la soirée.

RAPPORT INFORMEL DE LA SESSION

Dans la matinée, Alexander Shestakov (Fédération de Russie) a présenté un rapport sur la session informelle de mardi soir, qu'il a co-présidé avec Hesiquio Benitez Diaz (Mexique), en notant qu'il a élaboré un projet sur l'identification des besoins scientifiques et techniques pour la réalisation des Buts stratégiques et des Objectifs d'Aichi. Il a proposé d'établir un groupe de rédaction composé de deux représentants de chaque région pour élaborer les principales conclusions et quelques recommandations, et un groupe informel à composition non limitée chargé de produire une annexe sur les Buts stratégiques individuels. La FINLANDE a soulevé des préoccupations sur la représentation et la transparence.

Dans l'après-midi, Shestakov a fait état d'une réunion du Bureau tenue le midi et de consultations régionales supplémentaires, et a proposé la tenue: d'un « petit » groupe des Amis du Président composé de deux représentants par région, chargé d'étudier la structure du résultat de l'OSASTT 17 et d'énumérer les résultats synthétisés découlant des débats en plénière; d'un « grand » groupe des Amis du Président chargé d'examiner les vues transversales et les éléments spécifiques liés aux Buts stratégiques individuels; et d'une plénière le jeudi après-midi pour examiner les projets élaborés par ces groupes.

GROUPE DE DISCUSSION SUR LE BUT STRATÉGIQUE D

Brigitte Baptiste (Colombie) a présidé la discussion en panel sur le But stratégique D. Ben Ten Brink (Pays-Bas) a présenté un exposé sur la restauration des terres en matière de compromis, illustrant le dilemme des revendications concurrentes sur les terres et les biens au cours des prochaines décennies. Xu Jing (Chine) a présenté les expériences de la Chine dans la restauration des écosystèmes, en appliquant une approche descendante et la participation des gouvernements locaux dans la mise en œuvre du projet par phases. Malte Qwathekana (Afrique du Sud) a présenté l'expérience de l'Afrique du Sud avec la connexion consistant à lier la conservation, la sécurité de la ressource en eau et la responsabilité sociale à travers des programmes axés sur le développement des compétences, la création d'emplois, l'autonomisation des femmes et l'éradication de la pauvreté. Maria Yolanda Teran Maigua (Equateur) a présenté des exemples de la façon dont les peuples autochtones et les communautés locales développent des connaissances et pratiques traditionnelles pour protéger la diversité biologique.

Au cours des discussions qui ont suivi, l'IRAQ a attiré l'attention sur la réhabilitation des terres et s'est enquis des expériences dans la gestion des déficits dans les courants d'eau. Le YEMEN et d'autres pays ont soulevé des questions au sujet

de la technologie pour, et les coûts de, la restauration des terres. La BOLIVIE a suggéré que le défi de mettre les marchandises issues des systèmes de production des communautés sur le marché figure dans le résultat de la réunion.

DÉCLARATIONS SUR LES BUTS STRATÉGIQUES

Le Secrétariat a présenté les documents relatifs au But stratégique D et à la restauration des écosystèmes (UNEP/CBD/SBSTTA/17/Add.4 et 7). La LITHUANIE et la FINLANDE ont soutenu l'idée d'utiliser les outils déjà développés dans le cadre de la CDB et d'autres conventions. L'AUSTRALIE a souligné la pertinence de la surveillance des communautés microbiennes du sol et de mieux comprendre les impacts de l'utilisation des terres sur les écosystèmes des sols. L'ALLIANCE CDB a souhaité une sélection d'experts plus équilibrée entre les régions et une meilleure intégration des parties prenantes dans les réunions futures. Le FIAB a recommandé de reconnaître la contribution des écosystèmes aux valeurs culturelles et la contribution de ces valeurs au maintien des services écosystémiques; et de lutter contre les effets de l'énergie nucléaire sur la diversité biologique, en particulier les espèces marines. La CONVENTION DE RAMSAR a souligné la nécessité de cartographie mondiale complète des milieux humides.

Concernant l'Objectif 14 (restauration des écosystèmes), le NEPAL a suggéré d'utiliser les outils et méthodologies développés en vertu de l'Objectif 11 (AP), et a demandé des travaux spécifiques sur les écosystèmes de montagne. L'AFRIQUE DU SUD a décrit la restauration des écosystèmes comme un complément indispensable à la conservation dans le cadre de la réalisation des Objectifs d'Aichi. Le R-U a appelé à intégrer la restauration des écosystèmes à la réduction de la pauvreté. Le GUATEMALA a souligné la nécessité d'améliorer les capacités en matière de restauration des écosystèmes. Le JAPON a attiré l'attention sur l'Initiative Satoyama, la promotion de l'utilisation durable dans les paysages socioécologiques terrestres et marins voués à la production. La LITUANIE a pris note des difficultés rencontrées dans l'identification et la hiérarchisation des services écosystémiques essentiels au bien-être humain, et avec la BELGIQUE, a appelé à se concentrer sur les avantages socio-économiques de la restauration des écosystèmes. La FINLANDE et le R-U ont recommandé d'améliorer la compréhension de la façon dont les services écosystémiques offrent des avantages pour la santé humaine. La THAÏLANDE a déploré le manque d'attention accordée à la surveillance des fonctions de l'écosystème. Les ILES DU PACIFIQUE ont attiré l'attention sur la valeur culturelle et spirituelle des écosystèmes et leur rôle dans l'adaptation face aux changements climatiques. L'OUGANDA a expliqué que la restauration bénéficierait de la multiplication des paiements pour les services écosystémiques, du renforcement des capacités et de la participation des communautés locales. MADAGASCAR a souligné les besoins en matière de restauration des sites touchés par l'exploration minière et pétrolière.

Concernant l'Objectif 15 (résilience des écosystèmes), le MEXIQUE a souligné le manque d'expérience dans les travaux de restauration, en particulier en ce qui concerne les écosystèmes marins et côtiers, et a instamment demandé la participation du Président de l'OSASTT aux évaluations thématiques de l'IPBES sur la dégradation et la restauration. La LITUANIE a noté la nécessité de poursuivre le développement d'outils et de tenir compte de la localisation et de l'étendue des terres dégradées. La FINLANDE a demandé la poursuite du développement d'outils pour évaluer les avantages pour le bien-être humain.



La THAÏLANDE a plaidé pour des critères pour caractériser les écosystèmes dégradés. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que le secteur de la diversité biologique doit se pencher sur l'adaptation et la vulnérabilité des écosystèmes aux changements climatiques. Le CANADA a demandé l'élaboration d'indicateurs supplémentaires sur la lutte contre la désertification et de mieux comprendre les écosystèmes dégradés. La NORVEGE a recommandé une meilleure compréhension de la résilience des écosystèmes en matière de stockage de carbone au fil du temps, y compris un indicateur sur la résilience. La BELGIQUE a suggéré la compilation des méthodes de restauration et des meilleures pratiques.

Concernant l'Objectif 16 (Protocole de Nagoya), l'ARGENTINE a souligné les efforts du pays visant à développer un cadre juridique adéquat, ainsi que les progrès en vue de ratifier le Protocole.

Concernant le but stratégique B (utilisation durable), la TANZANIE a souligné la nécessité du transfert des technologies, complétées par les connaissances traditionnelles et la participation des parties prenantes. L'INDONESIE s'est interrogée sur les indicateurs proposés sous plusieurs Objectifs. Le GUATEMALA a appelé à l'échange d'expériences dans la gestion des paysages bioculturels.

Concernant l'Objectif 11, le COSTA RICA a fait rapport sur l'amélioration de la représentativité de son réseau d'AP et sur l'examen des stratégies de gestion. Le NEPAL a signalé les forêts gérées par les communautés et les réussites en matière de gestion des paysages transfrontaliers. L'AFRIQUE DU SUD a souligné la nécessité de renforcer les synergies entre la CDB et d'autres conventions relatives à la diversité biologique.

Concernant l'Objectif 12 (espèce menacée), la THAÏLANDE a instamment demandé la protection des habitats. CONSERVATION INTERNATIONAL a suggéré d'utiliser des pièges photographiques comme un moyen peu coûteux et efficaces pour faire le suivi de la diversité biologique. L'OUGANDA a encouragé le soutien à la mise à jour d'un inventaire des espèces menacées. Les ILES DU PACIFIQUE ont plaidé pour renforcer la capacité à utiliser au niveau national les outils développés dans le cadre de la CDB, et pour explorer des moyens novateurs d'aborder l'Objectif 12. Le WWF a exprimé sa préoccupation au sujet de la crise mondiale en matière de réduction des espèces. Le GROUPE DES LISTES ROUGES NATIONALES DE L'UICN a recommandé la création et la mise à jour des listes rouges nationales.

Concernant l'Objectif 13 (diversité génétique agricole), la THAÏLANDE a souligné la nécessité de nouvelles orientations en matière de conservation des ressources d'importance socio-économique, et de conseiller les agriculteurs sur la conservation de la diversité biologique. Le délégué des PHILIPPINES a souligné l'importance des petits agriculteurs, des pasteurs, des peuples autochtones et des communautés locales dans la sauvegarde de la diversité génétique.

QUESTIONS NOUVELLES ET ÉMERGENTES

Le Secrétariat a attiré l'attention sur une présentation sur les impacts des pesticides néonicotinoïdes sur les pollinisateurs (UNEP/CBD/SBSTTA/17/2). Le MEXIQUE, avec le BRESIL, a suggéré, soit d'aborder la question en vertu de l'initiative sur les pollinisateurs du programme de travail sur la diversité biologique agricole, soit de la transmettre à l'IPBES pour examen en vertu de son évaluation accélérée proposée sur la pollinisation et la production de nourriture. La LITUANIE et le LIBERIA ont convenu, au nom de l'Afrique, que l'IPBES pourrait aborder la question, le CANADA et la BELGIQUE attirant également l'attention sur les travaux de l'Equipe spéciale de l'UICN sur les pesticides systémiques.

QUATRIÈME ÉDITION DES PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Jean-Patrick Le Duc (France) a présidé le débat panel de l'après-midi. Paul Leadley, de l'Université de Paris, a présenté l'état des travaux de la GBO-4 à partir de la perspective du Consortium sur les scénarios, en soulignant que l'analyse suggère des possibilités de protéger la diversité biologique, d'atténuer les changements climatiques et d'accroître le bien-être en même temps. Jan Plesnik (République tchèque) a rendu compte de la deuxième réunion du Groupe consultatif pour la GBO-4 tenue le 13 octobre 2013 à Montréal, Canada (UNEP/CBD/SBSTTA/17/INF/17). Répondant à une question de la salle, Plesnik a expliqué que les principales conclusions seront présentées lors du Forum mondial de l'eau, du Congrès forestier mondial et de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.

Le Secrétariat a présenté les documents sur les progrès accomplis dans la préparation de la GBO-4 (UNEP/CBD/SBSTTA/17/5) et ZIEB (UNEP/CBD/SBSTTA/17/6). Le JAPON et la FRANCE ont soutenu l'idée d'inclure dans les GBO une compilation des rapports nationaux pour évaluer les progrès de la Stratégie. L'ALLEMAGNE a suggéré que l'OSASTT évalue

le processus des GBO à la lumière des travaux de la GBO-4 et des travaux de l'IPBES en cours, notant avec la NORVEGE, les PAYS-BAS et la LITHUANIE, qu'une décision sur l'avenir des GBO est prématurée.

CONTRIBUTION À L'IPBES

Jerry Harrison, du Centre mondial de la surveillance pour la conservation du PNUE, s'exprimant au nom du Secrétariat intérimaire de l'IPBES, a informé les participants du cadre conceptuel de la plate-forme et du programme de travail initial. Anne-Helene Prieur-Richard (DIVERSITAS) a présenté le programme international pour les sciences de la diversité biologique « Future terre », comme un partenaire scientifique clé pour générer de nouvelles connaissances pour la CDB et l'IPBES. Robert Lamb, du PNUE, a présenté l'outil de cartographie de la diversité biologique mis au point par le Groupe de gestion de l'environnement, réunissant les contributions de divers organismes des Nations Unies pour atteindre les Objectifs d'Aichi dans un esprit de collaboration.

Le Secrétariat a présenté les documents relatifs à ce point à l'ordre du jour (UNEP/CBD/SBSTTA/17/4/Rev.1). La BOLIVIE a recommandé que l'IPBES: prenne en compte les approches impliquant l'équilibre avec la Terre Mère; et se concentre sur une nouvelle dynamique de gestion, l'utilisation durable de la diversité biologique et l'évaluation des outils et des méthodologies pertinentes, en tenant compte d'une perspective holistique. Le R-U, avec la NORVEGE, a rappelé que les travaux de l'IPBES doivent être pertinents pour les politiques, non normatifs, et répondre à de multiples demandes au-delà de celles de la CDB. Les PAYS-BAS ont appuyé l'adoption d'une approche ascendante dans l'évaluation globale des services écosystémiques; la création de liens avec les intervenants régionaux; et la priorité sur l'utilisation des sols, la sécurité alimentaire et la restauration des écosystèmes. Le BRESIL a préféré prioriser: l'évaluation globale des répercussions écologiques et socio-économiques de l'évolution des populations de pollinisateurs et l'évaluation des options pour atteindre l'Objectif stratégique A; le développement d'outils d'appui aux politiques pour promouvoir la sensibilisation et le changement vers une consommation durable, pour intégrer les questions de diversité biologique des sols dans les politiques agricoles, et pour intégrer les valeurs de la diversité biologique dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté; et la recherche sur la diversité biologique et les fonctions et services des écosystèmes, et leur relation au bien-être humain. La CONVENTION DE RAMSAR, s'exprimant au nom de la Réunion des Présidents des organes consultatifs scientifiques des conventions relatives à la diversité biologique, a soutenu l'idée de priorisation afin que l'IPBES puisse « s'adresser aux différents AME ». Le MEXIQUE a fait valoir que la CDB devrait éviter que les questions importantes, y compris les espèces migratrices, les pollinisateurs et les insecticides ne « glissent hors du programme ». La THAÏLANDE a proposé la poursuite des travaux sur la terminologie pour assurer une utilisation plus large de l'évaluation des écosystèmes. L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES a appelé à la collaboration entre l'OSASTT et l'IPBES, en particulier dans le partage de l'information conceptuelle.

DANS LES COULOIRS

A mi-parcours de la semaine, les couloirs au siège de l'OACI ont continué à bourdonner de remarques et de préoccupations concernant le nouveau format de l'OSASTT 17. Certaines délégations ont exprimé leur incertitude concernant les résultats proposés: « A quoi ressembleront les conclusions? Est-ce qu'elles feront l'objet de négociations? Et si oui, pourquoi ne pas négocier recommandations? Devrions-nous simplement identifier les « résultats clés à la place ». Un négociateur chevronné a observé: « Il aurait été utile qu'un changement si radical dans notre méthode de travail fusse prévu plus tôt ». Alors que certains ont affiché un malaise à se retrouver en dehors de leur zone de confort, d'autres ont profité de l'expérience d'un « environnement d'apprentissage ». Ils préféreraient entendre les récits animés et pratiques des expériences de mise en œuvre sur le terrain, plutôt que d'avoir à les trouver « enterrés dans les documents austères de réunion ». Les petites délégations ont également apprécié la possibilité de suivre les débats avec une plus grande facilité.

Comme les participants des groupes informels de soirée ont finalement amorcé leurs travaux de rédaction et de négociation, les délégués se sont demandé si le nouveau format de l'OSASTT peut constituer le début d'un changement réel dans l'interface science et politique de la Convention et a simplement été confronté à la résistance au changement de comportement des délégués-vétérans de l'OSASTT.